

**Kamer
van Volksvertegenwoordigers**

ZIT'DNG 1970-1971.

3 FEBRUARI 1971.

WETSONTWERP

houdende nieuwe maatreghelen
voor de universitaire expansie.

I. - AMENDEMENTEN VOORGESTELD
DOOR DE HEER COPPIETERS
OP DE TEKST
AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE.

Artikel 1.

1. - De eerste regel wijzigen als volgt :

« A - 'Artikel 1. § 2. 2. van de wet van 12 augustus 1911. ».

2. - In n° 2, littera a, het 1° aanvullen met wat volgt:
« en in het Nederlendstulig en tweetalig gebied van het arrondissement Brussel; »,

3. - In hetzelfde n° 2, littera a. het 2° vervangen door wat volgt:

« 2' in de provincie West-Vlaanderen. »,

VERANTWOORDING.

Het is niet verantwoord dat het onderhavige wetsontwerp voor de Rijksuniversiteit te Bergen de spreiding mogelijk maakt over de hele provincie Henegouwen [zie Memorie van toelichting, blz. 3), terwijl dergelijke spreiding aan ander-e universiteiten zou worden verboden.

In het licht van de heipallenqen... betreffende in Wallonië gevestigde universitaire instellingen, elders in dit wetsontwerp, kan de beperking tot kandidaturen voor Kortrijk niet worden volgehouden,

1. - In hetzelfde n° 2, een littera b toevoegen, luidend als volgt:

« b) Zullen deel uitmaken van de «Université Catholique de Louvain» de inrichtingen voor unoersiteit onderwijs die eerder uerbonderi zijn en gevestigd zijn :

» 1' in Waals Brabant;

» 2' in het Franstalig en het tweetalig gebied van het arrondissement Brussel. »

Z»,

764 (1970-1971) ,

- N° 1: Wetsontwerp.
- N° 2 tot 6: Amendementen.
- Nr 7: Verslag.
- N° 8 tot II: Amendementen.

**Chambre
des Représentants**

SESSION 1970-1971.

3 PLVRIER 1971.

PROJET DE LOI
portant de nouvelles mesures
en faveur de l'expansion universitaire.

I. - AMENDEMENTS
PRESENTES PAR M. COPPIETERS
AU TEXTE
ADOpte PAR LA COMMISSION.

-ticle premier.,

1. - Modifier la première ligne comme suit:

« A - L'article I", § 2, 2, de la loi du 12 août 1911. ».

2. - Au n° 2, littera a. compléter le 1° par ce qui suit:
« ainsi que dans la partie de langue néerlandaise et la partie bilingue de l'arrondissement de Bruxelles; ».

3. - Au même n° 2, littera a. remplacer le 2° par ce qui suit:

« 2" dans la province de Flandre occidentale. »,

JUSTIFICATION.

Il n'est pas logique que le présent projet de loi ouvre toute la province de Hainaut à l'essaimage de l'Université de l'Etat à Mons (voir Exposé des motifs, p. 3), alors qu'un tel essaimage serait interdit à d'autres universités.

A la lumière des dispositions relatives aux établissements universitaires situés en Wallonie, qui figurent ailleurs dans le présent projet de loi, la restriction pesant sur les candidatures ne peut être maintenue en ce qui concerne Courtrai.

1. - Au même n° 2, ajouter un littera b. libellé comme suit:

« b) Feront partie de l'Université Catholique de Louvain, les établissements d'enseignement universitaire qui s'y rattachent et qui sont situés:

» 1" dans le Brabant wallon;

» 2" dans la partie de langue française et la partie bilingue de l'arrondissement de Bruxelles. »

Vol.,

764 (1970-1971) :

- N° 1: Projet de loi.
- N° 2 à 6: Amendements.
- N° 7: Rapport.
- N° 8 II : Amendements.

H. -- 271).

VERANTWOORDING.

Het is aan te bevelen *in deze wet d'*toegelaten uitbreidingsgebieden aan te geven, zodat even algemeen expansiekader wordt geschatst,**

5. - Dit artikel aanvullen met wat volgt:

« *B. - Hetzelfde artikel I L'au dczelde wet ioordt aangevuld met een § 3 (nieuw) luidend als ovolgt :*

» § 3. 1. Zullen deel uitmaken [Jan de Vrije Unioersiteit te Brussel] de inrichtingen voor unicrsitair onderwijs die eraan verbonden zijn en gevestigd zijn:

» 1° in Vlaams Brabant:

» 2° in het Nederlandstalig en het tweetalig gebied t'an het arrondissement Brussel,

» 2. Zullen deel uitmaken t'an de « Université Libre de Bruxelles » de inrichtingen oor universiteir onderwijs die eraan verbonden zijn en gevestigd zijn :

» 1° in Waals Brabant:

» 2° in het Franschtalig en het tioeteliq gebied van het arrondissement Brussel »

VEHANTWOORDING.

Cfr. supra.

De mogelijke expansie over het grondgebied wordt, naar analogie Bergen (Henegouwen), als principe aanvaard,

Art. 8.

In § L het eerste lid vervangen door wat volgt:

« § 1. Iedere universiteit bestaat uit ten minste vier faculteiten. »

VERANTWOORDING.

Het verdient aanbeveling, omwille van de revolutionaire ontwikkeling op het gebied van wetenschap en van wetenschappelijk onderwijs, de faculteiten niet met name vast te leggen.

Zie ook het Advies van de Raad van State inzake Bergen (blz. 5 en 6).

JUSTIFICATION.

Il est souhaitable d'indiquer, dans le présent projet de loi, les régions d'expansion autorisées, de manière à fixer un cadre général d'expansion.

5. - Compléter cet article par ce qui suit:

« *B. - Le même article premier de la même loi est complété par un § 3 (nouveau). libellé comme suit :*

» § 3. 1. Feront partie de la « Vrije Universiteit te Brussel », les établissements d'enseignement universitaire qui s'y rattachent et qui sont situés:

» 1° dans le Brabant flamand:

» 2° sur le territoire de langue néerlandaise et le territoire bilingue de l'arrondissement de Bruxelles.

» 2. Feront partie de l'Université Libre de Bruxelles, les établissements d'enseignement unioersitaire qui s'y rattachent et qui sont situés:

» 1° dans le Brabant wallon:

» 2° sur le territoire de langue française et le territoire bilingue de l'arrondissement de Bruxelles. »

JUSTIFICATION.

Cfr. ci-dessus.

Les possibilités d'expansion territoriale sont déterminées par analogie du principe admis pour Mons (Hainaut).

Art. 8.

Au § 1^e, remplacer le premier alinéa par ce qui suit:

« *¶ T^e, Chaque université comprend au moins quatre facultés.* »

JUSTIFICATION.

En raison des innovations révolutionnaires en matière de sciences et d'enseignement scientifique. Il se recommande de ne pas déterminer nommément les facultés.

Voir également avis du Conseil d'Etat en ce qui concerne l'Université de Mons (pp. 5 et 6).

M. COPPIETERS.

11--- AMENDEMENT PRÉSENTE
PAR MM. NOTHOMB ET OLIVIER
AU TEXTE
ADOPTÉ PAR LA COMMISSION.

Art., 20.

Remplacer le texte de cet article¹ par ce qui suit :

« L'Etat reconnaît et subventionne, sur proposition de la députation permanente, une Fondation Universitaire Luxembourgeoise qui coordonnera et stimulera, en liaison avec les universités et centres universitaires et établissements assimilés, la recherche scientifique appliquée et renseignement de quatrième cycle dans la province de Luxembourg. »

» Durant les dix premières années de son existence, la dotation ne pourra être inférieure à 30 millions de francs.

» Par dérogation à l'article 12 de la loi du 7 juillet 1970 concernant la structure générale de renseignement supérieur technique, un établissement d'enseignement supérieur économique organisé par la Fondation Universitaire Luxembourgeoise pourra être reconnu et subventionné par l'Etat. »

JUSTIFICATION.

L'exposé des motifs du projet n° 764/1 s'appuyant sur le rapport de la Commission spéciale du Conseil National de la politique scientifique, souligne à plusieurs reprises, « que ce sont les besoins du développement scientifique... ». Comme ceux du développement économique et social des régions où elles sont situées, qui doivent éclairer les décisions politiques » en matière d'expansion universitaire.

L'article¹ 44 de la déclaration gouvernementale souligne que « la solution d'ensemble du problème de l'expansion universitaire doit faire l'objet d'un programme concerté et élaboré dans un climat de large assentiment national ».

Le projet de loi n° 764/1 a comme but « d'une part de rencontrer les besoins sociaux et économiques des régions... ».

Dans cette perspective, le gouverneur de la province de Luxembourg a réuni le 25 janvier 1971, à Aarlen, la députation permanente, les parlementaires et des représentants de tous les partis, ainsi que des délégués de toutes les universités francophones, pour discuter de ce problème de l'expansion universitaire et apporter l'avis de la seule province dont nul ne fut consulté, au cours de la phase préparatoire, qui recherchait cependant un «climat de large assentiment national ».

Cette assemblée unanime a constaté qu'il était nécessaire que la province de Luxembourg participe à l'effort de développement scientifique et intellectuel du pays.

Dans une perspective d'efficacité et d'ouverture sur l'avenir et sur l'extérieur, la province de Luxembourg ne demande pas la création d'un centre universitaire, mais préfère affecter la part qui lui reviendra dans les crédits d'expansion universitaire à l'organisation d'actions correspondant mieux à ses besoins collectifs spécifiques et à la contribution qu'il peut apporter au progrès scientifique et intellectuel national.

Cela peut porter dans quatre directions:

1^o le développement de la recherche appliquée en liaison avec les centres existants;

2^o la création en compensation d'un enseignement économique supérieur non universitaire;

3^o l'encouragement et l'organisation d'activités de recyclage postuniversitaire et de formation para-universitaire dans un esprit d'*«Open University»*;

Cet ensemble devrait être mis en place grâce à une Fondation Universitaire Luxembourgeoise qui coordonnera ces différentes activités.

Il est nécessaire d'inscrire dans la loi d'expansion universitaire le principe de la reconnaissance de cette Fondation Universitaire originale.

II. - AMENDEMENT VOORGESTELD
DOOR DE HEREN NOTHOMB EN OUVIER
OP DE TEKST
AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE.

Art.20.

De tekst van dit artikel vervangen door wat volgt:

« Op voorstel van de bestendige deputatie erkent en subsidieert de Staat de «Fondation Universitaire Luxembourgeoise» die, in samenwerking met de universiteiten, de universitaire centra en de gelijkgestelde instellingen, het tegenwoordig toegepaste onderzoek en het onderwijs Vdn de oierde conclusie in de provincie Luxemburg coördineert en aanmoedigt.

» Gedurende de eerste tien jaren mag de dotatie niet minder bedragen dan 30 miljoen frank.

» In afwijking van artikel 12 van de wet van 7 juli 1970 betreffende de structuur van het technische hoger onderwijs kan een door de «Fondation Universitaire Luxembourgeoise» georganiseerde instelling voor hoger economisch onderwijs door de Staat worden erkend en gesubsidieerd. »

VERANTWOORDING.

De memorie van toelichting bij het ontwerp n° 764/1 steunt op het verslag van de speciale commissie van de Nationale Raad voor Wetenschapsbeleid. Herhaaldelijk wordt daarin onderstreept, «dat de behoeften van de wetenschappelijk... ontwikkeling van die instellingen alsmede de economische en sociale ontwikkeling van de streken waar ze gevestigd zijn, de praktische beslissingen moeren... inspireren » inzake universitaire expansie,

In artikel 44 van de bijlage tot de regeringsverklaring wordt betoogd dat «de globale oplossing van het probleem van de universitaire expansie het voorwerp moet zijn van een overleg programma, opgemaakt in een sfeer van ruime nationale eensgezindheid »,

Het wetsontwerp nr 764/1 heeft tot doel «enerzijds tegemoet te komen aan de sociaal-economische... behoeften van de streken; »,

In dit perspectief hield de gouverneur van de provincie Luxemburg op 25 januari 1971 te Aarlen een vergadering beleqd waarop de bestendige deputarie, parlementsleden en vertegenwoordigers van alle partijen, alsmede afgevaardigden van alle Franstalige universiteiten aanwezig waren, om het probleem van de universitaire expansie te bespreken en het advies te doen kermen van de enige provincie die niet werd geraadplegd tijdens de voorbereiding van het ontwerp, ofschoon dit in «een sfeer van ruime nationale eensgezindheid » diende te geschieden.

De vergadering was het eens om te constateren dat de provincie Luxemburg deel moet hebben aan de inspanningen die inzake wetenschappelijke en intellectuele ontwikkeling van het land worden gedaan.

Om redenen van doelmatigheid en met het oog op de toekomst en de gerichtheid naar buiten, vraagt de provincie Luxemburg niet dat een universitair centrum wordt opgericht. Ze geeft er de voorkeur aan het deel van de kredieten inzake universitaire expansie die haar zullen worden toegewezen, aan te wenden voor de organisatie van initiatieven die beter haantwoorden aan haar specifieke collectieve behoeften en aan de bijdrage die ze tot de wetenschappelijke en intellectuele vooruitgang van het land kan leveren.

Die initiatieven kunnen drie richtingen uitgaan :

1^o de ontwikkeling van het toegepast onderzoek in samenwerking met de bestaande universitaire centra;

2^o de instelling, hij wijze van compensatie, van niet-universitaire onderwijs;

JU de aanmoediging en organisatie van activiteiten op het gebied van post-universitaire bisscholm en para-universitaire opleiding in de geest van een «open universiteit »;

Een en ander moet mogelijk worden gemaakt dank zij de aandacht van de «Fondation Universitaire Luxembourgeoise» die de verschillende activiteiten zal coördineren.

Het bestaan van die nieuwe «Fondation Universitaire» moet principieel worden erkend in de wet op de universitaire expansie.

Il est souhaitable qu'en la présente loi prévoie pour cette Fondation nouvelle et originale une fonction mémorable.

L'adoption du présent amendement permettrait non seulement de faciliter la loi d'expansion universitaire, en y insérant la neuvième province mais également d'assurer le développement scientifique et intellectuel de la province du Luxembourg en apportant une contribution complémentaire au potentiel scientifique national.

Voorts is het wenselijk dat de wet in eerste instantie voorziet voor die nieuwe en oorspronkelijke stichting.

Door dit goedkeurings van dit amendement zou de wet, op de universitaire expansie, niet alleen een evenwichtiger geheel vormen door dat de negende provincie er bij betrokken wordt, maar tevens zou zulks de wetenschappelijke en intellectuele ontwikkeling van de provincie Luxembourg en de wetenschappelijke mogelijkheden van het land in het algemeen versterken.

C. NOTHOMB,
L. OLIVIER,

III. - AMENDEMENT
VOORGESTELD DOOR DE HEER GROOTJANS
OP DE TEKST
AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE.

Art. 20.

Dit artikel vervangen door wat volgt:

« Geen enkele instelling bedoeld bij deze wet ::al t'ans Rijkswege gefinancierd worden, wanneer zij studierichtingen inricht buiten deze wet. »

VERANTWOORDING.

Het verbod, zoals het in de regeltekst geformuleerd wordt, is duidelijk in strijd met de Grondwet. Dit amendement laat de instellingen weliswaar toe ander onderwijs dan voorzien in deze wet te organiseren, maar alsdan zullen zij geen enkele rijkssubsidie krijgen.

III. - AMENDEMENT
PRÉSENTE PAR M. GROOTJANS
AU TEXTE
ADOPTÉ PAR LA COMMISSION.

Art. 20.

Remplacer cet article par ce qui suit:

« Aucun établissement visé par la présente loi ne sera financé par l'Etat s'il crée des enseignements en dehors de la présente loi. »

JUSTIFICATION.

L'interdiction telle qu'elle est formulée dans le texte du Gouvernement est nettement contraire à la Constitution. Le présent amendement permet aux établissements d'organiser d'autres enseignements que ceux qui sont prévus par la loi, mais, dans ce cas, ils ne pourront bénéficier d'aucune subvention de l'Etat.

F. GROOTJANS,